

Document

En Espagne, le petit commerce étranglé par la crise

(AFP)

01 juin 2012

Chute des ventes, hausse d'impôts, moral des consommateurs en berne : depuis le début de la crise, des dizaines de milliers de boutiques ont fermé en Espagne. Le bazar de Cesar Calle, en plein quartier populaire de Madrid, n'est pas épargné.

"Liquidation totale pour cause de désespoir !" : l'affichette placardée dans le magasin "Thé au citron", les mêmes mots inscrits en jaune sur les t-shirts des vendeurs, témoignent de la dure réalité. Après avoir tenté de sauver la petite affaire familiale, le commerçant, âgé de 53 ans, a baissé les bras.

Ce magasin, ouvert il y a 15 ans, quand l'Espagne affichait une prospérité insolente, c'est la fierté de Cesar Calle : avant la crise qui depuis 2008 lamine l'économie du pays, il recevait jusqu'à mille clients par jour. Depuis, son chiffre d'affaire a baissé de 30%.

"Cette crise brutale dure depuis trois ans déjà, nous ne pouvons pas continuer. C'est intenable", confie Cesar.

"L'accès au crédit est fermé. Nous vendons moins. Les frais augmentent, le pouvoir d'achat baisse, les impôts ont plus que doublé", énumère le propriétaire de "Thé au citron".

Dans les allées, quelques clients en quête de bonnes affaires inspectent les rayons d'objets divers, pots de fleurs multicolores, verrerie, meubles ou articles décoratifs, tous en liquidation.

C'est une maigre consolation pour le propriétaire du bazar, cet *"élan de solidarité"* provoqué par ses affiches désespérées. *"Les gens viennent découvrir le magasin, l'affluence est là mais ils achètent moins, ils sont effrayés par l'avalanche de mauvaises nouvelles qu'ils reçoivent tous les jours",* raconte le commerçant.

Cesar s'est résigné à mettre son magasin en vente, tout comme sa propre maison. Huit personnes travaillent dans le bazar, dont le propriétaire lui-même, sa femme, deux de ses fils et leurs femmes.

"En ce moment même en Espagne, tout commerce qui essaie d'appliquer les normes, de faire bien les choses, comme nous en avons l'obligation, n'enregistre que des pertes", assure-t-il.

Depuis la début de la crise, des dizaines de milliers de commerces ont fermé à travers le pays. Selon la Confédération espagnole du commerce, 75.000 magasins supplémentaires pourraient baisser le rideau avant la fin de l'année.

Dans une Espagne retombée en récession, où le chômage frappe un quart des actifs, ce sont maintenant les ventes de détail qui plongent à des degrés sans précédent, symptôme de la faiblesse de l'économie et du recul de la consommation.

En avril, ces ventes ont chuté de 9,8%. La tendance est particulièrement nette dans les grandes surfaces ou pour les achats de biens pour la personne, vêtements notamment.

Contraint de réduire le déficit du pays, le gouvernement multiplie les mesures d'austérité. Les commerçants redoutent maintenant une hausse de la TVA, que pourrait réclamer la Commission européenne en échange d'un délai d'un an donné à l'Espagne pour ramener son déficit public à 3%, non plus en 2013 mais en 2014.

Alors Cesar Calle cherche les coupables : à l'entrée du magasin, une grande pancarte "*remercie*" "*la corruption politique*", les patrons "*qui détruisent des emplois*", les syndicats "*qui ne font rien*", les hommes politiques "*pour leurs salaires et leurs privilèges*".

"Pour moi, les principaux responsables sont nos dirigeants, alliés au système bancaire qui nous paralyse, nous mais aussi nos fournisseurs et les fabricants", affirme-t-il.

Cesar s'indigne aussi contre ces "*investisseurs*" qui, dit-il, viennent sonner à sa porte pour lui racheter son affaire, mais au noir: il dénonce l'un des maux de l'Espagne, l'économie souterraine, qui pèse selon les experts pour environ 20% du PIB du pays.

"*Ils proposent de payer une partie avec de l'argent non déclaré, disent que cela leur convient très bien. Ces gens-là se frottent les mains avec la crise*", lance-t-il.